

Analyse: Cisjordanie, entre réforme sécuritaire et occupation

DUBAÏ, 10 juillet 2012 (IRIN) - « Je n'ai jamais vu de ma vie autant de brutalité, sauf de la part des forces israéliennes », déclare Aliya*, encore choquée au lendemain de la marche de protestation dans la ville de Ramallah, en Cisjordanie, durant laquelle les manifestants ont été violemment attaqués par les forces de sécurité palestiniennes. « Ils nous ont frappé encore et encore ».

Aliya et quelques centaines de jeunes gens avaient manifesté dimanche 1er juillet pour protester contre la brutalité policière qui avait éclaté lors d'une manifestation précédente.

La réaction des policiers s'est faite encore plus violente lorsque les manifestants ont commencé à réclamer la démission d'Abdul Latif al-Qadumi, le chef de la police de Ramallah. Parmi les slogans scandés par les manifestants, on pouvait entendre : « Non à la police de Dayton ! Arrêtez la coordination ! ».

Le lieutenant général Keith Dayton - l'ancien coordinateur américain de la sécurité pour Israël et l'Autorité palestinienne (USSC) - supervisait l'aide américaine pour la reconstruction des forces de sécurité palestiniennes. Il est arrivé à la fin de son mandat mais son héritage demeure : une police palestinienne et des agents du renseignement nouvellement entraînés et équipés. D'autres acteurs ont également contribué à réformer la police palestinienne : la Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens EUPOL COPPS (Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien de la police palestinienne), et plus de 17 États différents.

Le Bureau de coordination a été créé en 2005 en vertu de la feuille de route pour la paix, suite à la déclaration des bailleurs de fonds affirmant leur volonté d'aider l'Autorité palestinienne (AP) à rétablir des forces de sécurité opérationnelles en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Depuis la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en 2007, l'aide apportée par USSC et EUPOL COPPS a été limitée à la Cisjordanie. Les six services de sécurité palestiniens actuels sont différents les uns des autres et souvent concurrents, un héritage de l'époque Arafat et sa stratégie de 'diviser pour mieux régner'. L'objectif de ces missions est de réformer ces services de sécurité, de les entraîner et de les équiper afin qu'ils puissent maintenir l'ordre public.

À l'instar de la nouvelle AP, la plupart des services de sécurité palestiniens n'ont pas été officiellement instaurés avant les accords d'Oslo II de 1995. À mesure que la seconde Intifada, survenue en 2000, s'intensifiait et que bon nombre de recrues nouvellement équipées prenaient part aux affrontements contre les forces israéliennes, ces dernières firent en sorte que les infrastructures, comme les capacités opérationnelles, soient détruites. S'ensuivit l'anarchie et le règne des bandes armées - dont beaucoup étaient liées à des milices armées du parti.

La sécurité non sans contrepartie

Aujourd'hui, dans la quasi-totalité de la zone A – les 17,5 pour cent de territoires contrôlés par les forces de l'AP en Cisjordanie – la situation est différente. Les forces de sécurité palestiniennes patrouillent dans les rues tandis que les miliciens armés sont seulement visibles sur des affiches à la gloire des 'martyrs'.

Un sondage du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), réalisé en 2010 dans la zone, a montré que 52 pour cent des personnes interrogées pensaient que les services de sécurité garantissaient un environnement sûr. Mais cette nouvelle sécurité n'est pas sans contrepartie : les services de police et du renseignement assurent également la protection d'Israël.

La coordination avec les services de sécurité israéliens est l'un des piliers de ces réformes. Les policiers sont entraînés et équipés pour répondre aux demandes des agences israéliennes pour éradiquer les groupes armés. Pendant le mois du ramadan, au cours duquel beaucoup de Palestiniens tentent de franchir les postes de contrôle et de se rendre à Jérusalem-Est pour des raisons religieuses, c'est désormais la police palestinienne qui contrôle les allées et venues. C'est elle qui décide si les Palestiniens remplissent les conditions exigées par Israël pour l'obtention d'un droit de passage.

Beaucoup de Palestiniens et d'experts externes affirment que les changements qui s'opèrent au sein de l'AP et de ses services de sécurité sont préoccupants. Un expert international en sécurité, basé à Ramallah et qui souhaite garder l'anonymat, a dit à IRIN : « C'est sûr, ce que nous vivons ici n'est rien en comparaison de la situation en Égypte ou en Syrie, mais il y a de fortes dérives autoritaires, à l'intérieur de l'AP comme dans les services de sécurité ».

Cet avis n'est pas isolé comme le montre un récent sondage réalisé auprès de 1 200 Palestiniens. Seuls 29 pour cent des personnes interrogées en Cisjordanie considéraient qu'elles pouvaient critiquer sans crainte leur gouvernement.

Pour l'instant, la répression a été dirigée, dans une large mesure, contre les opposants politiques et leurs milices armées : le Hamas, le Jihad islamique et même le groupe armé du parti Fatah du président Abbas ; les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

Cependant, cette récente manifestation à Ramallah est le signe que les choses sont peut-être en train de changer. Les manifestants étaient de jeunes Palestiniens, nombre d'entre eux fils et filles de l'élite de Ramallah. Selon l'expert interrogé par IRIN, ce n'est un secret pour personne que l'équipement, comme la formation aux opérations antiémeute, est fourni par EUROPOL COPPS et les bailleurs de fonds bilatéraux.

Le soutien de la police de l'Union européenne

EUPOL COPPS a déclaré à IRIN : « EUPOL COPPS soutient les Forces spéciales de police (SPF) palestiniennes en lui offrant équipements spécialisés et formations. Les SPF remplissent plusieurs rôles au sein de la police civile palestinienne (PCP),

notamment la maîtrise des foules. Les SPF ont couvert des centaines d'événements en maintenant l'ordre public sans aucun problème et dans le respect total des droits de l'homme et des normes éthiques en vigueur dans la police ».

Selon Aliya, les SPF sont arrivées tard sur les lieux de la manifestation ; ce sont des agents de sécurité en civil et des membres de la police civile palestinienne en uniforme qui s'en sont pris aux manifestants.

Un porte-parole de EUPOL COPPS a fourni des renseignements à IRIN montrant que la mission investissait massivement dans des programmes destinés à garantir que la police assume mieux ses responsabilités et intègre le respect des droits de l'homme dans chacune de ses actions.

Shirin Abu-Fannouna, qui travaille pour l'organisation palestinienne des droits de l'homme al-Haq, a déclaré à IRIN que les forces de sécurité avaient tendance à prendre pour cible les dissidents politiques qui manifestaient contre l'AP.

Dans ces conditions, il est difficile d'apporter des conseils pour améliorer le secteur de la sécurité. Même si la mission EUPOL COPPS est devenue ces dernières années une composante de l'état de droit, la plupart des bailleurs de fonds ont beaucoup de mal à s'assurer que les équipements et les formations proposées ne soient pas utilisés pour réprimer des manifestations légitimes.

Officiellement, les six services de sécurité de l'AP emploient un total de 29 500 personnes en Cisjordanie. Mais l'AP continue également de payer les salaires de 36 500 personnes chargées de la sécurité et qui sont inactives depuis la prise de contrôle du Hamas en 2007. Dans un tel contexte, la réforme du secteur de la sécurité, au lieu d'être une aide purement technique, se transforme en véritable 'exercice politique', comme l'a remarqué l'organisation International Crisis Group (spécialisée dans la prévention et la résolution des conflits armés) dans un rapport de 2010. C'est particulièrement le cas compte tenu de la faiblesse du contrôle de légalité des différents services. En effet, le Conseil législatif palestinien (parlement) est en sommeil depuis 2007 et le président Abbas gouverne par décrets.

Création d'emplois

Du fait de la conjoncture économique morose en Cisjordanie, les services de sécurité constituent l'une des rares possibilités d'emploi pour les hommes palestiniens n'ayant pas fait d'études supérieures, et la pression politique permet de déterminer qui seront les heureux élus. Les affiliations politiques continuent à jouer un rôle majeur, et la plupart des services de sécurité recrutent parmi les membres du mouvement Fatah du président Abbas.

Néanmoins, il y a « une modification des identités » comme l'a remarqué l'expert en sécurité. « Il ne s'agit plus seulement d'une milice du Fatah agissant contre des opposants politiques. Les miliciens sont aussi prêts à s'attaquer à d'autres membres du Fatah, si nécessaire. Nous assistons désormais un curieux mélange où les services de sécurité sont devenus beaucoup plus professionnels et technocratiques, mais où les intérêts personnels jouent un rôle beaucoup plus grand ».

Les raisons qui motivent la réforme des services de sécurité par les dirigeants palestiniens sont doubles : premièrement, il s'agit de reprendre le contrôle des différentes milices ennemies, et deuxièmement, d'écarter tout argument sécuritaire que pourrait avancer le gouvernement israélien dans le but de reporter les négociations de paix.

Cependant, les dirigeants palestiniens ont réalisé que la communauté internationale n'était pas en mesure de remplir sa mission avec succès en ce qui concerne les négociations de paix. Par conséquent, la stratégie de l'AP semble être de garder la situation actuelle sous contrôle.

L'expert en sécurité s'interroge : « La question essentielle est de savoir quel impact peut avoir la réforme du secteur de la sécurité dans ces circonstances. Dans quelle mesure cette réforme est-elle durable ? ».

*le nom a été changé

Theme (s): [Alerte précoce](#), [Démocratie et gouvernance](#), [Droits de l'homme](#), [Paix et sécurité](#),

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]